

IV. - TUNISIE

Depuis le milieu des années 70, la Tunisie connaît une conjoncture économique plutôt baissière, avec une tendance à la dégradation du climat social et politique. Les événements tragiques de janvier 78 et de janvier 80 marquent incontestablement l'exacerbation du malaise général.

L'année 1980 a été singulière dans l'histoire postcoloniale de la Tunisie; les affrontements militaires de Gafsa n'ont pas manqué de révéler au grand jour et de manière violente la grande fragilité du système politique et aussi et surtout l'ampleur des inégalités sociales et régionales, inégalités engendrées par une certaine croissance économique.

La fébrilité économique réelle des années 70 fut génératrice de frustrations et de distorsions. Les résultats préliminaires de l'enquête de consommation de 1980 révèlent que 20 % des Tunisiens (les plus riches) disposent de 50 % du revenu national. A l'opposé 20 % des Tunisiens (les plus pauvres) ne disposent que de 5 % de ce même revenu national. Les 2/3 des pauvres se recrutent en milieu rural. La Tunisie « profonde » (Nord-Ouest, Centre-Ouest et Sud) où vit près de la moitié de la population (46 %) n'absorbe que le tiers des dépenses totales de consommation (35 %) et ne bénéficie que de 13 % des emplois créés depuis 73. L'aggravation du contexte socio-économique a été d'autant plus forte que les « vannes » de l'émigration vers l'Europe et la Libye se sont refermées et que la création d'emplois nouveaux au cours des 5 dernières années a laissé apparaître un déficit annuel moyen de 13 000. Il faut enfin rappeler que l'agriculture tunisienne est de moins en moins en mesure de satisfaire aux besoins nutritionnels de la population, le déficit agro-alimentaire s'accusant d'année en année.

Tout cela permet de comprendre les difficultés de l'économie tunisienne au cours de l'année 80.

D'après le Rapport annuel de la Banque centrale de Tunisie, en 1980, le rythme de la croissance économique s'est encore ralenti (6,8 % contre 7,4 % en 1979). En termes réels le mouvement des investissements, mesuré par le taux de croissance de la FBCF, marque le pas, la création d'emplois nouveaux a connu une tendance à la baisse (42 830 contre 43 590 en 1979). Le déficit commercial extérieur reste toujours élevé. La hausse des prix a culminé au cours de cette année 1980 et a été, officiellement, supérieure à 10 %, parallèlement à une croissance très substantielle des charges de la caisse de compensation, son déficit ayant atteint 125 millions de dinars.

I. - ANALYSE SECTORIELLE DE LA PRODUCTION

A. L'AGRICULTURE.

Le déficit de la balance commerciale en produits alimentaires s'est accru de 36 % en valeur. En 1980 le déficit agro-alimentaire global (matières premières végétales comprises) représente 30 % du déficit commercial total.

a) *La céréaliculture* : Il faut souligner une diminution des surfaces emblavées (- 26 %) et une production certes accrue (11,7 millions de quintaux contre 9,5 M de q en 79) mais en-deçà des potentialités et de la demande croissante (17 M q).

TABLEAU 1
Production de céréales
 (en millions de quintaux)

	78/79	79/80
Blé dur	6	7,4
Blé tendre	0,8	1,3
Orge.....	2,7	3
Total	9,5	11,7

Source : Ministère de l'Agriculture.

b) *L'olivier* : La part de l'huile d'olive dans les recettes de la BDP est passée de 10,6 % dans les années 70 à 3 % en 80. Au cours de la campagne 79-80 la production a stagné et s'est maintenue à un faible niveau (85 000 t). Les exportations n'ont atteint que 48 600 t, accusant une baisse de l'ordre de 41,5 % par rapport à leur niveau de la campagne précédente.

TABLEAU 2
Production d'huile d'olive
 (en milliers de tonnes)

	78/79	79/80
Production.....	85	85
Exportation.....	83,1	48,6

Source : Ministère de l'agriculture.

c) *La viande et le lait*: Sur la décennie écoulée la production s'est faiblement accrue : 2,2 % pour la viande rouge et 3,6 % pour le lait (55 200 t en 71 et 68 600 t en 1980 pour la viande rouge, 178 500 t en 1971 et 253 000 t en 1981 pour le lait). Si le déficit en viande rouge semble faible (8 % de la consommation) celui en lait pour l'année 1980 a été très élevée = 70 %.

TABLEAU 3
Production de viande et de lait
(en milliers de tonnes)

	79	80
Viande.....	65	73,6
Lait	22,1	253

Source : Ministère de l'agriculture.

d) *L'aviculture* : Une croissance rapide au cours de l'année 80 : + 20,3 % pour la viande de volailles et + 16,2 % pour les œufs. Des exportations d'œufs ont été réalisées pour la première fois au cours de cette année vers l'Algérie (11 millions d'unités pour une production de 732 millions d'unités).

L'aviculture est de type industriel et s'appuie sur des produits alimentaires à 90 % importés, d'où la fragilité de cette activité fortement dépendante des multinationales, pourvoyeuses de cheptel et d'équipements.

TABLEAU 4
Production avicole

	79	80
Viandes nettes et abats (1 000 t).....	34,5	41,5
Œufs (millions d'unités)...	630	732

Source : Ministère de l'agriculture.

e) *Les cultures maraîchères* : L'année 1980 a connu un développement fulgurant des cultures sous serre. Les superficies cultivées sous serre qui n'étaient que de 11 ha en 75-76 sont passées à 318 ha en 79-80. Toutefois l'essentiel de la production continue à provenir des cultures de saison. La production de légumes (1,2 M t) a atteint son niveau de la campagne précédente.

B. L'INDUSTRIE.

La croissance s'est fortement ralenti (7 % en 1980 contre 14,3 % en 1979). Cela est imputable au plafonnement du rythme d'extraction pétrolière et à l'essoufflement du secteur des Bâtiments et Travaux Publics.

a) *Dans les mines*: Une légère reprise semble s'être produite après plusieurs années de régression. Si le niveau des exportations de phosphates est resté constant (1,5 M t), la production s'est accrue de 4 à 4,5 M t. Pour le fer et le plomb, l'amenuisement des réserves et la stagnation de la production expliquent le recours croissant aux importations pour alimenter l'aciérie d'El Fouadh et la fonderie de Négrine.

b) *Pour le pétrole*, le niveau de la production s'est maintenu à 5,6 M t (Ashtart 2,1 M t et El Borma 7,2 M t) alors que les exportations ont quelque peu régressé 4,6 M t contre 5,3 M t en 1979.

La raffinerie de Bizerte a traité 1,6 M t de brut pour produire 1,5 M t de carburants raffinés. 1 M t ont été importés selon la formule de processing.

c) *Pour les industries manufacturières*, il faut remarquer l'accroissement de la production de ciment (1,8 M t contre 1,4 M t en 79), d'où la baisse de l'importation (323 000 t au lieu de 559 000 t en 1979).

- Pour les IME, on constate une quasi-stagnation de la sidérurgie et une tendance à la baisse des industries de montage, compte tenu de difficultés d'approvisionnement, notamment pour les véhicules automobiles.

- Pour la transformation de phosphate, l'industrie chimique la plus développée, il y a progression.

TABLEAU 5
Transformation des Phosphates
(en milliers de t)

	79	80
Superphosphates	557	571
Acide phosphorique	273	500
Superphosphates simples	62	60
Hyperphosphate	40	49

Source : Ministère de l'Économie Nationale.

Le rapport de la BCT signale qu'en dehors de la transformation des phosphates, l'activité des industries chimiques implantées en Tunisie continue à être entravée par les difficultés inhérentes à l'insuffisance de leur taux d'intégration et par leur dépendance des importations.

- Pour les IAA, les progrès enregistrés dans certaines activités (conserves de tomates : + 12,4 % ; lait : + 24,6 % ; farines et semoules : + 7,7 % ; yaourts : 21,7 % ; boissons gazeuses : + 16,7 %) ne doivent pas oblitérer les faiblesses de ces industries fortement tributaires d'une agriculture en perte de vitesse et incapable de plus en plus de suivre l'évolution d'une demande soutenue.

- Enfin concernant l'industrie du textile et de l'habillement, force est de constater, malgré un rythme quelque peu soutenu en 1980, la forte fragilité de ce secteur fortement dépendant du marché extérieur tant au niveau de l'approvisionnement que de la commercialisation, et où la filière allant de la matière première au marché est faiblement intégrée.

Pour l'industrie manufacturière la valeur ajoutée s'est élevée à 194,7 millions de dinars (prix constants de 1972), contre 171,9M D en 1979, représentant 15 % du PIB au coût des facteurs.

TABLEAU 6
*Répartition de la V.A. de l'industrie manufacturière
 par branches en 1980*

IAA	IMCCV	IME	Chimie	Textile	Divers
29	14,5	13,5	9,4	23,5	10,1

Source : Ministère du Plan et des Finances.

Le rythme de croissance de l'industrie manufacturière a été de 10 % contre 10,7 % en 1979.

TABLEAU 7
Croissance de la VA de l'ensemble du secteur industriel

	1979	1980
Mines.....	+ 11,5	+ 24,1
Énergie + eau	+ 21,8	+ 1,6
Ind. manufacturières	+ 10,7	+ 10
IAA	- 1,9	+ 8,7
IMCCV.....	+ 20	+ 20
IME	+ 20,3	+ 11,6
Chimie + caoutchouc	+ 27,2	+ 12,6
Textile, habillement, cuir.....	+ 10,2	+ 6,3
Bois, papier et divers	+ 15,6	+ 12,2
BTP	+ 6,2	+ 3,9
Ensemble du secteur industriel	+ 14,3	+ 7

Source : Ministère du Plan et de l'Économie Nationale.

TABLEAU 8
PIB et VA des branches aux prix constants 1972
 (en millions de D)

	1979	1980
Agriculture + Pêche	253,1	268,3
Industrie	369,9	412,7
Mines + Énergie + Eau	103,5	119,5
Ind. manufacturières	171,9	194,7
BTP	104	109
Services	596,4	635,5
Transport + Télécom.	102,9	110,5
Tourisme	61,9	64,4
Loyer	70,6	72,6
Commerce + divers	361	388
PIB (Coût des factures)	1 219,4	1 316,5
PIB (Prix du marché)	1 674	1 803

Source : Ministère du Plan.

II. - LES INVESTISSEMENTS

Globalement, l'effort en matière d'investissements demeure important : le total des investissements a atteint, en 1980, 925 millions de dinars (866 MD en 1979), ce qui correspond à un taux d'investissement (Investissements Bruts/PIB) de 26,9 %. Cependant, ce taux est nettement inférieur à celui de 1979 (29,5 %) et le volume des investissements est très inférieur aux prévisions du plan et du budget économique de 1980. Le relâchement se localise surtout au niveau des industries, notamment les industries manufacturières. Le montant des investissements dans l'industrie passe de 229,5 millions de dinars en 1979 à 186,5 millions de dinars en 1980, cette baisse profitant à l'agriculture, aux services et moins aux équipements collectifs. Ce changement dans la structure et dans le volume des investissements n'est pas conforme au Plan ; il peut être expliqué par l'insuffisance du financement extérieur et aussi par les bouleversements qui se sont produits à l'intérieur du pays.

a) *Dans l'agriculture*, le dépassement des investissements par rapport à ce qui est prévu reflète une préoccupation plus accrue des problèmes agricoles, suite à l'aggravation du déficit alimentaire. Rappelons que pour le Plan l'auto-

TABLEAU 9
Investissement par secteur
 (en millions DT)

	1979	1980
Agriculture et pêche	106,0	140,5
Industrie (Total)	390,5	314,5
Industries manufacturières	161,0	128,0
Services	287,7	380,0
Équipements collectifs	81,8	90
TOTAL	866,0	925,0

Source : Ministère du Plan et des Finances.

suffisance alimentaire signifie l'équilibre entre exportations et importations de produits alimentaires et que cela constitue un objectif principal, c'est-à-dire que par autosuffisance alimentaire, on n'entend pas la production à l'intérieur du pays de tout ce qui est nécessaire à la satisfaction des besoins alimentaires fondamentaux. Ainsi s'explique la répartition des investissements agricoles et particulièrement les investissements additionnels qui cherchent non seulement à substituer la production nationale aux importations (céréales, viande, produits laitiers...) mais aussi à promouvoir l'exportation de produits agricoles (cultures maraîchères sous serres...).

TABLEAU 10
Répartition des investissements agricoles additionnels
 (en millions DT)

Matériel agricole	+ 10
Équipement en serre	+ 12
Reboisement et conservation des eaux et du sol	+ 12
TOTAL	34

Source : Ministère de l'Agriculture.

En outre il est important de signaler que près de 50 % des investissements agricoles sont consacrés aux grands ouvrages hydrauliques : construction de barrages et équipement de périmètres irrigués.

b) *Dans l'industrie* : la baisse des investissements touche surtout les industries manufacturières mais aussi les mines et l'électricité. La baisse du volume des investissements dans les industries manufacturières s'explique par le retard concernant certains grands projets publics (sidérurgie, cimenterie,

sucrerie...) et par la conjoncture internationale, les industries manufacturières sont en effet trop dépendantes au niveau de la commercialisation et du financement du marché international qui est actuellement en crise.

Le retard concernant la réalisation des projets publics est causé par l'insuffisance de plus en plus forte du financement extérieur, particulièrement des prêts publics (1).

En revanche la branche des hydrocarbures bénéficie d'une nette priorité; d'importants investissements sont affectés à la recherche et à l'exploration pétrolière, car le pétrole, dont la production est actuellement en baisse, apparaît comme le moyen de résoudre beaucoup de problèmes (financement des investissements, déficit budgétaire, financement de la caisse de compensation...).

c) *Dans les services*, on constate une augmentation générale des investissements qui a bénéficié particulièrement aux transports, avec toutes ses branches, au commerce et au logement. Le tourisme, déjà deuxième source de devises étrangères, est de nouveau en expansion (2). Cependant cette nouvelle expansion n'est pas justifiée par une évaluation rigoureuse du coût des devises engendrées par le tourisme; elle s'effectue en dépit d'énormes difficultés de gestion au niveau des entreprises touristiques (déficit, faible taux d'utilisation des capacités existantes...).

TABLEAU 11
Investissements dans les services
(en millions DT)

	1979	1980
Transports et communications.....	138,0	203,0
Tourisme.....	16,2	26,5
Logement.....	130,0	145,0
Autres.....	3,5	5,5
TOTAL	287,7	380,0

Source : Ministère du Plan et des Finances.

(1) Les projets publics sont traditionnellement liés à des prêts publics.

(2) Cette expansion n'est pas de la même ampleur que celle constatée tout au long des années 60.

d) *Dans les équipements collectifs*, il est prévu de faire suivre l'expansion des investissements constatée en 1980 par un ralentissement, le volume étant passé de 81,8 millions de dinars à 90 millions de dinars, car on estime que la plupart des projets prévus par le V^e plan (3), relatifs notamment à l'éducation, sont déjà réalisés.

TABLEAU 12
Investissements dans les équipements collectifs
(en millions DT)

	1979	1980
Éducation et formation.....	31,3	30,5
Santé	16,6	19,0
Assainissement et hydraulique urbaine	17,4	22,5
Construction administrative et divers	16,5	18,0
TOTAL	81,8	90,0

e) *Le financement* de l'ensemble des investissements provient pour une plus grande partie de l'épargne nationale mais le recours au financement extérieur reste, dans le cadre de la politique actuelle, indispensable. Avec un taux d'épargne *Épargne Nationale brute/PIB* pratiquement constant (24,2 % en 1979 et 24,1 % en 1980) le taux de financement extérieur *Financement extérieur net/Investissement* est passé de 16,2 % à 13,5 %. Cette baisse n'est cependant pas planifiée mais imposée par les difficultés de financement extérieur entraînées par l'état de crise au niveau international.

C'est la catégorie *participation* de capitaux étrangers qui est appelée à s'accroître en vue de remplacer les prêts publics (qui s'avèrent insuffisants) et les prêts privés qui sont de plus en plus coûteux sur le marché financier international et difficiles à acquérir pour un pays du tiers monde. A cet effet, la solution adoptée par le gouvernement tunisien consiste à créer de nouvelles banques de développement, en association avec le Koweït, l'Arabie Saoudite, la France, l'Algérie..., lesquelles banques sont appelées non seulement à participer directement au financement des investissements tunisiens mais aussi à attirer la participation d'autres capitaux disponibles sur le marché financier international.

[3] 1981 est l'année terminale du V^e plan.

TABLEAU 13
Balance des capitaux extérieurs

	1979	1980
<i>Entrée des capitaux</i>	292,2	267,0
Dons et transferts	20,6	10,0
Participations	44,7	60,0
Prêts publics	114,4	115,0
Prêts privés	112,5	82,0
<i>Sortie de capitaux</i>	101,4	112,0
Remboursements de la dette	75,0	90,0
Participations	24,0	22,0
 Apports nets de capitaux	 190,8	 155,0

III. - LES ÉCHANGES AVEC L'EXTÉRIEUR

A. LA BALANCE COMMERCIALE.

Les importations et les exportations se sont accrues respectivement de 23,4% et de 24,5%, contre 28,6% et 55,1% en 1979; le taux de couverture des importations par les exportations continue à se situer à des niveaux bas (62,8% en 1979 et 63,4% en 1980).

1) Importations.

Les produits alimentaires : 13% des importations totales en 1980. L'accroissement en valeur a été de 5,3% (4).

Les céréales (+ 46%), les produits laitiers (+ 20%) et le sucre (+ 10%) constituent les 3/4 des achats alimentaires. Le déficit alimentaire atteint 18% du déficit total. Les renchérissements des prix à l'importation des céréales et surtout du sucre sont à l'origine de l'accroissement en valeur de ces importations : + 12,3% pour les céréales et + 13,2% pour le sucre.

Les matières premières et demi-produits ont connu le plus fort accroissement en valeur : + 40% ; leur part est passée de 45,1% en 1979 à 51,2% en 1980.

- *Les produits énergétiques* : Un accroissement en valeur de + 43,4% malgré une baisse en volume (1,1 M contre 1,4 M t en 1979). Leur part est de 20% dans les importations totales.

(4) La référence est toujours 1979.

- *Les matières premières d'origine animale ou végétale* (4,6 % du total). Malgré une baisse en volume, les achats de coton et surtout de bois ont connu un accroissement en valeur substantiel : + 17 % pour le coton et 45 % pour le bois.

- *Les matières premières d'origine minérale* (2 % des importations totales). Le soufre non raffiné (82 % des achats) a vu son prix s'élever très fortement, d'où l'accroissement en valeur considérable : + 107,3 %.

- Pour les *demi-produits* (21,3 % du total) : + 28 % en valeur par rapport à 1979. Ici il faut remarquer l'importance des produits sidérurgiques (37 %) et leur progression en valeur : + 33,8 %. Seules les importations de ciment ont baissé (- 34,3 %).

- Enfin pour les *produits finis* (37,8 % des importations totales) : + 11,1 %. Il faut constater pour 1980, malgré un net accroissement (+ 73,7 %), la faible part des biens d'équipements destinés à l'agriculture : 1,4 %. Si les BE pour l'industrie se sont accrûs de + 4,6 % et ont représenté près de 20 % du total des importations, les produits finis destinés à la consommation se sont accrûs de + 15,9 % et ont constitué 16,7 % du total des importations.

2) Exportations

Par ordre d'importance et à grands traits.

- *Les produits énergétiques* : 52,5 % du total des exportations en volume et une hausse de 34,5 % en valeur, pour une production en baisse : 4,6 M t (1980) contre 5,3 (1979).

- *Les produits semi-finis* : 15,5 % du total, + 58,8 % en valeur. Ici les dérivés du phosphate constituent + des 2/3 de ces produits destinés à l'exportation (Acide phosphatique et superphosphates triples).

- *Pour les produits finis* (21,1 % du total). Les produits textiles représentent l'essentiel des exportations (80 %). L'accroissement en valeur a été de 16,9.

- *Les produits alimentaires* : (7 % du total) et les matières premières végétales (1 %) ont connu une régression en valeur de 29,5 % pour les premiers et de 18,3 % pour les seconds. Il faut remarquer ici que l'huile d'olive représente à peine 3 % des exportations; de plus elle a connu une baisse de 21 % en valeur. Ainsi il apparaît que les produits pétroliers (52,5 %), les produits phosphatiers bruts et dérivés (13,2 %) et les produits textiles (17 %) constituent 82,7 % des exportations totales.

Au terme de la double décennie, à la structure coloniale agro-minière exportatrice traditionnelle s'est substituée une nouvelle structure productrice où le pétrole, le textile et la chimie lourde du phosphate, assurent l'essentiel des exportations, traduisant en fait le nouveau type d'insertion de la Tunisie dans la DIT. Faut-il rappeler à cet effet que le capital international s'est implanté à titre principal dans ces trois branches relativement performantes ?

TABLEAU 14
Importations 1980

Millions	Valeur	Part	Accroissement en valeur [*] %
Produits alimentaires	157,7	11 %	+ 5,3
dont produits céréaliers : 40 %	74,1		+ 20
Laitiers : 10 %	16,3		- 5,0
Sucre : 20 %	30,6		+ 75,9
Matières premières d'origine animale ou végétale	81,4	5,7	+ 43,4
dont Bois (40 %)	32,2		+ 45,1
Matières premières d'origine minérale	48,9	3,4	+ 53,9
dont soufre (82 %)	40,2		+ 142,2
Produits énergétiques	285	20	+ 43,4
Produits semi-finis	314,7	22,1	+ 28
dont p. sidérurgiques (37 %)	118,8		+ 33,8
Produits finis	539,1	37,8	+ 11
Agricole	20,5	1,4	+ 73,7
pour l'équipement			
Industriel	280	19,7	+ 4,6
Pour la consommation	238,6	16,7	+ 15,9
TOTAL GÉNÉRAL	1 427,4	100	+ 23,4

Source : banque centrale de Tunisie.

* 1980 par rapport à 1979.

TABLEAU 15
Importations 1980

	Valeur	Part	Accroissement en valeur/79
Produits alimentaires	63,1	7	- 29,5
dont huile d'olive	24,9	2,75	- 21
Matières premières d'origine agricole	9,4	1	- 18,3
Matières premières minérales	26	2,9	+ 25
dont phosphate brut	20	2,2	+ 11,7
Produits énergétiques	474,8	52,8	+ 34,5
Produits semi-finis	140,2	15,5	+ 58,8
dont dérivés phosphates	91,3	11	
Produits finis	191,3	21,1	+ 16,9
dont produits textiles	153,4	17	

Source : BCT

B. LA BALANCE DES PAIEMENTS.

TABLEAU 16
Balance des paiements courants

Millions de DT	1979	1980
Recettes courantes totales	1 192,7	1 410,3
Dépenses courantes totales	1 347,9	1 543,3
Déficit courant	155,2	- 133

Dans les recettes courantes, les produits pétroliers (33,6 %), le tourisme (18,5 %) les produits textiles (11 %), les produits phosphatiers (11 %) et les transferts issus des rapatriements des revenus des travailleurs émigrés (9 %), constituent 80 % des Recettes totales.

Dans les dépenses courantes, par delà les importations de biens (1 160,8 FOB soit 75 % des dépenses), il faut noter l'importance relative du poste transports 132,3 MD (prêts et assurances sur marchandises); c'est celui qui accuse le plus fort déficit, le taux de couverture a baissé de 75,5 % en 1979 à 72,7 % en 1980. De plus dans les transferts courants, les revenus du capital (113 sur 162,9 millions de d) accusent un fort déficit imputable aux paiements effectués au titre du service de la dette extérieure.

Il faut enfin noter le déficit dans les opérations courantes lié aux opérations relatives aux grands travaux (Études et services techniques).

Le déficit des opérations courantes (133 MD) a été financé essentiellement par les apports nets de capitaux extérieurs (5).

Il faut souligner que les entrées nettes de capitaux (notamment à court terme) ont baissé : 164,7 MD en 1979, ce qui fait que, après ajustement, le solde de la BDP n'est plus que de 27,2 MD, contre 50,6 MD en 1979.

Enfin, concernant l'évolution de la Dette extérieure et des charges afférentes, nous avons le tableau suivant qui montre que si le taux d'endettement a quelque peu baissé, la dette extérieure, le service de la dette ainsi que le coefficient du service de la dette ont connu un accroissement.

[5] Dont l'analyse est faite dans le financement des investissements [II^e partie].

TABLEAU 17
Dette extérieure
 (en millions de dinars)

	1979	1980
Dette extérieure	1 160	1 297
Service de la dette extérieure	124	151
Taux d'endettement	40,3 %	38,5 %
Coefficient du service de la dette	10,4 %	10,5 %

IV. – SITUATION SOCIALE

Les événements de Gafsa de fin janvier 1980 montrent la gravité du climat social; ils ont d'ailleurs servi de sonnette d'alarme et ils ont amené le gouvernement à reconnaître plus ouvertement (6) la nécessité d'une répartition plus juste des revenus entre catégories sociales et entre régions et à prendre quelques mesures visant à décrisper la situation. L'année 1980 connaîtra la libération de la plupart des syndicalistes emprisonnés et annoncera la réorganisation de la centrale syndicale (réduite pratiquement au silence depuis les événements de janvier 1978) et la reprise du mouvement revendicatif.

Mais les prix, en attendant, vont augmenter au cours de l'année à un taux, jusque là record, de 10,1 % (d'après l'évolution de l'indice des prix à la consommation). Les dépenses de compensation (pour stabiliser les prix à la consommation des produits céréaliers, du sucre, de l'huile, des engrains...) augmentent rapidement entraînant un déficit par rapport aux ressources de la caisse de 125 millions de dinars, chiffre alarmant du point de vue du budget de l'État. D'où la décision de supprimer progressivement la caisse de compensation et de se rapprocher de la « vérité » des prix.

Les salaires ont connu deux augmentations. La première est une augmentation du SMIG de 3 % en vue de compenser l'augmentation en janvier 1980 des prix de certains produits de base. La deuxième augmentation, déclarée à l'occasion du 1^{er} mai, s'élève environ à 10 % du SMIG et du SMAG; elle compense donc à peine la hausse des prix, constatée au cours de 1981. Donc le SMIG en termes réels, n'a pas augmenté. On peut en dire autant des salaires d'une façon générale, ce qui se traduit par une baisse de la part de la masse

[6] Discours du Premier Ministre devant l'Assemblée Nationale (18.11.80).

salariale dans le revenu national. A part cela, il faut noter la généralisation de l'indemnité du salaire unique à tous les assurés sociaux et l'application des régimes de pension de vieillesse et d'invalidité aux travailleurs agricoles.

L'emploi : La demande additionnelle d'emplois des personnes agréées de 18 à 59 ans est de 57 000 environ, dont près de 11 000 femmes.

L'arrêt de l'émigration, la poursuite des retours, plus le refoulement des travailleurs tunisiens de Libye, ont ramené 13 000 personnes sur le marché de l'emploi tunisien.

La création d'emplois, par contre, connaît un ralentissement malgré une croissance soutenu dans les industries manufacturières qui fournissent près de la moitié des postes de travail.

Dans l'agriculture, malgré des récoltes de céréales et d'olives plus élevées qu'en 1979, l'emploi a à peine augmenté du fait de la mécanisation rapide de l'agriculture.

Les industries manufacturières continuent à offrir le plus de possibilités avec près de 30 % d'emplois dans le textile.

Dans la construction, l'évolution assez lente des investissements et surtout la mécanisation poussée ont réduit les possibilités d'emploi dans ce secteur. En plus le taux des sous-employés y reste élevé : 30 %.

En définitive pour 1980, seulement 42 800 emplois (près de 44 000 en 1979) sont créés. L'insuffisance revient en particulier au secteur du bâtiment et des travaux publics. Il y a donc un déficit de 15 000 qui s'ajoutent à la masse des chômeurs déjà existants et qui ne peuvent même plus compter sur l'émigration.

TABLEAU 18
Évolution de l'emploi

	1979	1980
Demandes additionnelles	55 200	57 300
Offres d'emplois	43 590	42 830

Source : Ministère du Plan et des Finances.

C'est grâce à une évolution conjoncturelle des prix internationaux plutôt favorable à l'économie tunisienne que celle-ci a pu concilier tout de même des exigences et des contradictions difficiles. Les prix du pétrole et des phosphates notamment expliquent une amélioration des termes de l'échange, une réduction du déficit de la balance commerciale, le financement d'une partie des investissements par des moyens propres, une épargne publique plus substantielle...

L'exportation du pétrole, malgré une baisse en volume, permet de dégager un accroissement en valeur grâce à l'augmentation des prix.

L'économie tunisienne reste manifestement tributaire, par delà les conditions sociales, de trois facteurs de nature aléatoire :

- l'évolution des termes de l'échange dont la tendance est actuellement à la baisse;
- la production de pétrole, aussi en baisse en l'absence de nouvelles découvertes;
- et les conditions climatiques.

Mohamed BOUGHZALA et Azzam MAHJOUB^{*}

* Enseignants à la Faculté des Sciences économiques de Tunis.